

6 Société et Culture

En prélude au Salon de l'emploi et de la formation (SEF) 2016

" L'heure de l'auto-emploi "

F.B.E.M
Libreville/Gabon

C'est le thème de la troisième édition de cette messe de l'emploi et de la formation, qui débute le 8 mars prochain.

EN prélude à la tenue du 3e Salon de l'emploi et de la formation (SEF), du 8 au 10 mars 2016 prochain à la Chambre de commerce de Libreville, l'association Agir pour la jeunesse autonome (APJA) et Consulting business international (CBI), qui co-organisent l'événement, ont animé une conférence de presse hier dans les locaux de l'association, sis aux Hauts-de-Gué-Gué. But: présenter le SEF au public : sa préparation, son déroulement, les participants, les cibles et les objectifs visés. C'était en présence de la presse nationale, et de plusieurs partenaires de l'événement. Le SEF se veut, pour rappel, une plate-forme annuelle visant à traiter de l'orientation ou de la réorientation des



Photo : F.B.E.M

Willy-Conrad Asseko, Eric Fernand Boundono et Paterne Mackwah (de gauche à droite), animant la conférence de presse . Photo de droite La presse et les partenaires conviés.



Photo : F.B.E.M

chercheurs d'emplois dans les secteurs et les entreprises qui embauchent. Mais surtout, et notamment pour cette édition 2016, à favoriser l'auto-emploi, par la recherche et la mise en place des mécanismes qui développent l'entrepreneuriat, créateur de richesse et d'emploi. Un positionnement qui s'explique, a justifié le conférencier Eric Fernand Boundono, président de l'APJA, « par le fait que l'initiative privée a toujours été

création de richesses et d'emplois, même en temps de crise». Faisant ainsi référence à la crise économique mondiale due à la chute du prix du baril du pétrole, et qui frappe présentement le Gabon de plein fouet. « Notre premier ennemi c'est le chômage » a, pour sa part, résumé Paterne Mackwah, responsable du CBI-Group. C'est lui qui organisait, jusque-là, cette rencontre de l'emploi et de la formation. D'ailleurs, faisant l'historique du projet, il a

parlé de 12 000 participants enregistrés sur l'ensemble des éditions 2012 et 2013, et de 530 emplois décrochés. Des participants de tout âge sont attendus à ces rencontres, quoique qu'un accent a été mis sur la jeunesse, principale tranche d'âge touchée par le chômage au Gabon. Ces différents acteurs seront amenés, à travers des stands d'exposition, des conférences-débats, des ateliers, des entretiens et des rendez-vous, à bénéficier d'échanges interac-

tifs enrichissants, et de conseils pratiques, par des spécialistes de la question, ont laissé entendre les conférenciers. Mais avant, a martelé le secrétaire général et porte-parole de l'APJA, Willy-Conrad Asseko, « tous ceux désirant y participer doivent soit s'inscrire préalablement sur le site internet de l'APJA, soit appeler le 8900, ou encore se rendre à la Chambre de commerce, où un espace est déjà réservé à la question ».

Sida/Journée mondiale "Zéro discrimination" " Distinguez-vous "

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

C'est le thème retenu, cette année, pour dénoncer le regard négatif envers les personnes vivant avec le VIH/Sida.

A l'occasion de la Journée mondiale contre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/Sida, célébrée lundi dernier sous le thème "Distinguez-vous", le ministre de l'Égalité des chances, Patricia Taye, a échangé avec cette catégorie de personnes souvent mises au ban d'une société discriminante. Une rencontre élargie à la directrice de l'Onusida, Inge Tack, au président du groupe

thématique Sida des Nations unies, Jacques Boyer, à la directrice générale de la Prévention du Sida et aux collaborateurs du ministre Taye. Du constat fait par les autorités en charge de ces questions, il ressort que la stigmatisation demeure de plus en plus grandissante. Un comportement qui favorise un mauvais traitement des personnes vivant avec le VIH/Sida dans leurs milieux respectifs. A cette circonstance, Jacques Boyer a demandé aux uns et aux autres d'adopter la non-discrimination comme principe directeur des droits humains qui, selon lui, apparaît dans l'ensemble des traités et conventions des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme. D'ailleurs, a-t-il ajouté, « Tout



Photo : DR

Le ministre Patricia Taye (c) à l'écoute de ses compatriotes victimes de discriminations.

État ayant ratifié ces traités et conventions doit faire de la non-discrimination un de ses principes directeurs.» Par ailleurs, au cours de l'échange avec les séropositifs, ces derniers ont, de manière franche, exprimé au membre du gouvernement leurs diffi-

cultés quotidiennes. En réponse, le chef de département de l'Égalité des chances a laissé entendre que le nouveau programme lancé par Ali Bongo Ondimba vient à point nommé. « Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le pilier 3 afferent à l'égalité d'accès aux soins de

santé de qualité, répond aux préoccupations annoncées au cours des différentes interventions », a-t-elle relevé. Non sans souligner que parler d'équité pour cette tranche de la société nous conduit à « changer ensemble pour atteindre l'objectif 3 zéro : c'est-à-dire zéro nouvelle infection au VIH ; zéro discrimination ; zéro décès lié au Sida. » Par ailleurs, elle a invité l'ensemble des parties prenantes à mutualiser, dans l'urgence, leurs efforts individuels et collectifs, pour « empêcher que cette pathologie qui porte atteinte à la santé morale, physique et intellectuelle de l'Homme, ne se propage davantage. » Rappelons que cette journée est instituée depuis le 1er mars 2011.

Atelier d'échanges sur l'égalité des chances et l'employabilité des jeunes Pour une contribution salubre à la politique gouvernementale

LBON
Libreville/Gabon

"LA modernisation de l'administration publique: l'apport du jeune cadre". C'est le thème de l'atelier d'échanges sur l'égalité des chances et l'employabilité des jeunes, tenu hier à l'amphithéâtre de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Organisée par le Réseau des jeunes cadres du Gabon (RJCG), cette rencontre avait pour but de mener une réflexion approfondie sur les enjeux et exigences de ce chantier de grande envergure lancé récemment par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Les travaux qui se sont déroulés en ateliers ont abouti à des recommandations allant dans le sens de la vision du numéro Un gabonais. Justifiant la tenue de ces assises,

qui ont vu la participation de plus de deux-cents délégués issus des administrations publiques et privées, ainsi que des collectivités locales, le président du RJCG, Amour Nziengui, a réitéré l'engagement de sa structure à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du programme relatif à l'égalité des chances, d'autant plus que, selon lui, « il garantit un meilleur avenir à la jeunesse, car il brise le cercle de l'inutilité et se fonde sur l'inclusion et la méritocratie. » Des propos corroborés par le directeur de l'ENA, Anatole Tsioukaka qui, après s'être réjoui que son établissement a été choisi pour abriter ces assises, a déclaré que « le principe de la méritocratie doit être généralisé dans toute la société gabonaise ». Non sans exprimer sa satisfaction de faire participer ses élèves aux réflexions menées dans les différents ateliers.



Photo : LBON

Le directeur général de l'ENA, Anatole Tsioukaka lors de son mot de bienvenue.

Dans son intervention, le directeur de cabinet du ministre de l'Égalité des chances, Serge Emile Mounquengui, après avoir salué l'initiative, a situé

l'assistance sur la politique gouvernementale en matière de l'égalité des chances. « Cette initiative pour l'employabilité des jeunes doit être garantie par

la mise en place d'une démarche métier en complément de la gestion statutaire, la mise en œuvre d'une politique de développement des compétences ainsi que l'élaboration et la mise en place d'un dispositif coordonné de formation », a-t-il déclaré, tout en prenant l'engagement de veiller à ce qu'« aucune mesure discriminatoire ne soit subie par quiconque pour des raisons tribales ou ethniques, religieuses ou d'appartenance à un milieu familial privilégié. » Au terme des travaux, plusieurs recommandations devant être transmises aux pouvoirs publics pour leur prise en compte ont été formulées. Elles visent toutes un objectif : la matérialisation de la politique de l'égalité des chances dans l'administration gabonaise. En somme, le rendez-vous de l'ENA a été une rencontre d'échanges, de partage et de concertation.

Ici et ailleurs

• Littérature

Jean Divassa Nyama primé !
L'écrivain gabonais Jean Divassa Nyama vient de recevoir à Bamako (Mali) le Grand prix Ahmed Baba 2016, pour son roman intitulé "L'amère Saveur de la Liberté". Il succède ainsi à Sami Tchak, récompensé en 2015. Dans son œuvre aujourd'hui primée, l'auteur parle de l'histoire de trois héros gabonais ayant vaillamment résisté à la pénétration coloniale française. Dans un style dont lui seul a le secret. Ce Grand prix Ahmed Baba, du nom d'un homme de lettres et résistant malien du 16e siècle, vient s'ajouter à d'autres prix déjà décernés à l'écrivain gabonais. Notamment le Grand prix littéraire d'Afrique noire en 2008, ou encore le prix du président de la République reçu à Libreville en 2013.

• Santé

Pour réduire la mortalité cardiovasculaire

Une réduction de 10% du prix des fruits et légumes combinée à une hausse équivalente des sodas pourrait éviter un nombre important de décès dus aux maladies cardiovasculaires aux États-Unis, selon une étude présentée mardi dernier. « Modifier son régime alimentaire peut être difficile mais des changements sur le marché (des produits alimentaires, NDLR) pourraient permettre d'y parvenir avec des effets importants sur la santé cardiovasculaire », a expliqué le Dr Thomas Gaziano, professeur à la faculté de santé publique de l'université Harvard (Massachusetts, nord-est des Etats-Unis).

• Sorcellerie Brûlées vives !

Une foule a brûlé vives au Malawi sept personnes soupçonnées de trafic d'os humains, souvent utilisés dans des pratiques de sorcellerie, a déclaré hier la police. Les victimes « ont été trouvées en possession d'os humains et la foule a décidé de les brûler » avec de l'essence, mardi, dans le district de Nsanje, dans le sud du Malawi, a expliqué à l'AFP un responsable de la police, Kirdy Kaunga. Le Malawi connaît une recrudescence des assassinats et enlèvements d'albinos.